

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

DELPHINE ALLÈS (*) et NICOLAS HAUPAIS (**)

Facteur social fortement mobilisateur, vecteur de solidarités transnationales et alternativement autonome, coopté ou clivant, le religieux forme l'un des paramètres incontournables de l'analyse des enjeux politiques mondiaux. Il a pourtant fallu attendre la seconde moitié du XX^e siècle pour qu'il fasse en Relations internationales l'objet d'une importante production académique, aiguillonnée par la guerre d'Afghanistan, la révolution islamique en Iran, puis l'investissement des registres de la « liberté religieuse » par les États-Unis et du « dialogue interreligieux » par l'UNESCO. Au cours des années 1980-1990, ces travaux étaient marqués par l'argument du « retour du religieux » et l'analyse de ses effets sur les politiques d'États que l'on avait trop rapidement considérés comme séculiers, dans la lignée d'une interprétation étroite, eurocentrée et téléologique, du compromis westphalien.

La production académique sur ce thème a augmenté de manière exponentielle après les attentats du 11 septembre 2001. La mobilisation violente du religieux par des acteurs non étatiques, susceptibles de mener des attaques de grande ampleur, a remis sur le devant de la scène un enjeu qui ne l'avait jamais quittée mais qui se déployait de manière plus discrète. Les travaux s'efforcent désormais de renouveler des perspectives théoriques qui avaient trop longtemps relégué le religieux au rang de turbulence dans les jeux interétatiques. Ils s'interrogent sur l'autonomie des acteurs qui en font le fondement de leur action, sur la diversité de leurs rapports au politique ou à la mondialité, ainsi que sur les modalités d'insertion de ce facteur dans les registres diplomatiques.

Les ressorts confessionnels de certaines initiatives diplomatiques peuvent ainsi être mis en scène, comme c'est le cas avec la diplomatie vaticane ou celle de la République islamique d'Iran. Ils sont parfois institutionnalisés, comme c'est le cas dans le cadre de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) – objet de l'article de Moncef El Younssi,

(*) Professeur de Science politique à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO, France).

(**) Professeur à l'université d'Orléans (France).

qui souligne les limites d'une organisation combinant référent religieux et logique interétatique. Plus près du social, l'analyse des identités et solidarités confessionnelles peut éclairer la compréhension de relations transnationales complexes, comme le souligne le travail d'Aghiad Ghanem, qui analyse le rôle des diplomates des Alaouites arabes dans le contexte des relations syro-turques.

En croisant ainsi les échelles d'analyse et en observant la place du religieux en relations internationales aux prismes du Droit, de l'Histoire et de la Science politique, cette nouvelle rubrique entend contribuer au développement dans le champ francophone d'un objet d'étude à la maturité croissante, qui ne peut que s'enrichir de ces regards croisés.